

LES « SCHENGEN BOYS » ET LE NOUVEL ORDRE SÉCURITAIRE

Stephan Davidshofer, Amal Tawfik, Jonas Hagmann
25th April 2017



Le fonctionnement de la sécurité nationale est calqué sur le modèle européen. C'est ce que démontre une étude qui plonge pour la première fois au cœur de cet univers traditionnellement secret.

Note: La version originale de cet article a été publiée dans [Campus No. 128 et écrite par Vincent Monnet](#), sur la base de l'étude de Davidshofer, Stephan, Amal Tawfik et Jonas Hagmann (2016). ["Analyse du champ de la sécurité en Suisse : vers une hypertrophie de la sécurité intérieure et autres réflexions méthodologiques"](#), *Cultures & Conflits* 102.

«Circulez, il n'y a rien à voir. » Cet été, au lendemain de la présentation du dernier rapport sur la sécurité nationale par le conseiller fédéral Guy Parmelin, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer la vacuité et le manque de vision des autorités nationales dans ce domaine pourtant ô combien sensible.

Derrière un discours officiel qui consiste pour l'essentiel à trouver un improbable moyen terme entre coopération et indépendance, les choses bougent pourtant plus vite qu'il n'y paraît. Sous l'influence d'une nouvelle génération d'acteurs s'appuyant sur un savoir-faire directement importé de Bruxelles, les « Schengen Boys », la Suisse s'est en effet considérablement rapprochée du modèle sécuritaire européen au cours de ces dernières années.

«Depuis la chute du mur de Berlin, les débats sur la stratégie de la Suisse en matière de sécurité se réduisent à une opposition assez stérile entre les tenants de l'isolationnisme et les

défenseurs de la coopération internationale. Cet immobilisme politique contraste toutefois fortement avec la réalité. Sur le terrain, en effet, beaucoup de choses ont changé depuis l'entrée effective de la Suisse dans l'espace Schengen en décembre 2008. C'est ce que nous souhaitons démontrer avec cette étude qui offre pour la première fois une photographie complète du paysage sécuritaire national.»

Stephan Davidshofer, Université de Genève

Le premier constat tiré sur la base de ces résultats confirme la reconfiguration du paysage sécuritaire national. Celle-ci se traduit principalement par une perte de vitesse de l'establishment traditionnel incarné par l'armée et la diplomatie et une montée en puissance, voire une hypertrophie des services actifs à l'échelle intérieure.

«L'idée qui domine aujourd'hui est que l'insécurité s'est globalisée et que face à ce nouveau défi, les anciennes distinctions entre sécurité extérieure et sécurité intérieure ne font plus sens. Du coup, il y a eu une redistribution totale des cartes.»

Stephan Davidshofer, Université de Genève

Alors que l'armée et le corps diplomatique ont longtemps joui d'une certaine mainmise sur les questions sécuritaires nationales en jouant le rôle de courroie de transmission entre les pouvoirs publics et la société, leur influence n'a en effet cessé de décliner ces dernières années. En cause : l'isolement relatif du pays, qui ne fait partie ni de l'OTAN ni des organisations européennes de défense, mais aussi le faible succès des opérations de maintien de la paix et la réticence du pays à fournir des contingents de Casques bleus.

À l'inverse, des agences comme le Secrétariat d'État aux migrations (SEM), le Service de renseignement (SRC), la police fédérale ou le corps des gardes-frontières, qui jouaient jusqu'ici un rôle relativement mineur sur la scène sécuritaire, ont considérablement élargi leur champ d'action. Symbole de cette transformation, la police fédérale est aujourd'hui devenue un relais obligé pour les cantons dans la mesure où c'est elle qui sert de centrale d'engagement et de point de contact avec l'Union européenne et ses précieuses bases de données.

Loin de disparaître comme certains le prédisaient au moment de l'entrée dans Schengen, les gardes-frontières, dont le métier s'est « policierisé », ont, de leur côté, vu leurs prérogatives s'étendre. Dans le cadre des douanes volantes, ils peuvent désormais être déployés sur une portion beaucoup plus vaste du territoire national, comme en atteste leur intervention au mois d'août et de septembre derniers sur le marché de la Plaine de Plainpalais, soit en plein cœur de Genève. Ils sont par ailleurs aussi présents aux frontières extérieures de l'Union européenne (Grèce, Turquie, Italie

notamment) dans le cadre des opérations pilotées par Frontex (l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes).

Ce sont ces fonctionnaires ayant tiré profit de l'eupéanisation de la sécurité, auxquels s'ajoutent ceux du SRC ou du SEM, que les chercheurs ont baptisés les Schengen Boys. L'appellation fait référence aux Chicago Boys, un groupe d'intellectuels chiliens formés aux préceptes du néolibéralisme à l'Université de Chicago qui a joué un rôle de premier plan dans la transition économique du Chili après le coup d'État d'Augusto Pinochet.

«La comparaison avec les Chicago Boys n'a pas une grande valeur analytique. Nous avons surtout choisi cette métaphore pour mettre en évidence le fait que le savoir-faire utilisé par ceux qui gèrent aujourd'hui les questions de sécurité sur le terrain en Suisse a, lui aussi, été importé.»

Stephan Davidshofer, Université de Genève

Ce qui rassemble ces « Schengen Boys », c'est en effet une vision commune fondée sur le contrôle de la mobilité. Dans les grandes lignes, celle-ci consiste à faciliter autant que possible la libre circulation au sein de l'espace commun des individus qui y ont droit, tout en limitant au maximum celle des terroristes, criminels et autres migrants.

Si on demande aux acteurs de la sécurité suisse quel type de menace ils traitent concrètement, la migration et le terrorisme reviennent de manière tout à fait centrale. Alors qu'il y a encore dix ou vingt ans ces questions relevaient essentiellement de l'économie, sauf peut-être aux yeux de quelques formations d'extrême-droite, elles structurent aujourd'hui l'ensemble de l'univers sécuritaire. De manière presque obsessionnelle, tout est désormais vu au travers de ce prisme. Résultat : la figure du migrant est aujourd'hui devenue le point de convergence de tout ce qui, de manière réelle ou fantasmée, représente une menace pour notre sécurité. Et c'est vrai aussi bien pour la classe politique que pour les professionnels de la sécurité.

À l'échelle européenne, ce glissement est confirmé par l'utilisation du fameux Système d'Information Schengen. Conçue à l'origine pour servir à la recherche de personnes disparues ou à la traque de véhicules volés, cette immense base de données est aujourd'hui consultée dans près de 90 pourcent des cas pour des questions migratoires.

En Suisse, cette évolution se traduit essentiellement par des transformations au niveau opérationnel. C'est ainsi qu'avant de passer la main aux Services de renseignement, c'est désormais le Secrétariat d'État aux migrations qui se trouve en première ligne lorsqu'il s'agit d'opérer un premier tri au sein des requérants d'asile pour identifier les individus potentiellement dangereux.

La conclusion qui s'impose, c'est que le Sonderfall helvétique n'existe plus. La réalité du terrain montre que notre politique en matière de sécurité est calquée sur celle de l'Union européenne, qu'elle est très largement fondée sur la coopération internationale et qu'elle est portée principalement par

des acteurs dont le savoir-faire a été directement importé du modèle Schengen. Et le plus étonnant dans tout cela, c'est qu'il n'y a pas de projet ou de véritable intentionnalité derrière cette évolution. Les choses se sont faites de manière presque automatique, par nécessité de s'adapter aux nouveaux enjeux.

Données et méthodes

Pénétrer au cœur d'un univers qui, par définition, a le culte du secret n'est cependant pas chose facile. Pour réaliser ce tour de force, nous avons fait circuler un questionnaire à l'ensemble des agences de sécurité publique actives au niveau fédéral, cantonal et communal en s'appuyant largement sur le réseau très étoffé du Center for Security Studies de l'EPFZ.

Objectif : rendre compte des ressources dont disposent les acteurs de ce domaine en termes de carrière, d'études, de réseaux de relations, d'usage de la technologie, de gestion du temps de travail, etc.

Avec plus de 600 réponses, qu'il a malgré tout fallu deux ans et demi pour réunir, nous avons ainsi obtenu un échantillon tout à fait représentatif de la population étudiée à l'échelle de la Suisse.

Photo de couverture: [Next generation photo \(CC-BY-NC-ND\)](#)